

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 04/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUROGRANULATS

ZI du Malambas
30 rue du Canal
57280 Hauconcourt

Références : FORBACH_EUROGRANULAT_2026-03-04_RAPVI_MT_02626
Code AIOT : 0006208023

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2026 dans l'établissement EUROGRANULATS implanté lieu-dit KANINCHEBERG 57600 Forbach. L'inspection a été annoncée le 30/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de la programmation pluriannuelle de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROGRANULATS

- lieu-dit KANINCHEBERG 57600 Forbach
- Code AIOT : 0006208023
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Eurogranulats, pour son site situé au Nord-Ouest du territoire de la commune de FORBACH au lieu-dit "Kaninchenberg" section 40-1 a été autorisée par arrêté préfectoral n°2008-DEDD/IC-94 du 16 avril 2008 à poursuivre simultanément pendant 15 ans l'extraction de sables gréseux à ciel ouvert et la remise en état de l'ancienne carrière LORANG.

En plus de l'activité d'extraction de sables gréseux, elle exerce au régime de la déclaration les activités suivantes :

- exploitation d'installations de traitement de matériaux par criblage – tamisage d'une puissance de 72 kW (rubrique 2515) :

Par conséquent l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 ([...], criblage, [...], tamisage, [...]) s'applique;

- activité de transit, regroupement ou tri de produits minéraux et de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubrique pour le remblaiement de la carrière (rubrique 2517) :

Par conséquent l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : " Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques " s'applique.

L'exploitation de ces activités a été prolongée pour 4 ans par arrêté préfectoral complémentaire n° DCAT/BEPE/n°2023-160 du 02 août 2023 afin de permettre à l'exploitant d'achever l'extraction du gisement de sables gréseux restant et finaliser la remise en état totale du site de la carrière.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Remise en état - Fronts d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/04/2008, article 30.2 (partiel)	Demande d'action corrective	2 mois
4	Aire de ravitaillement ou de stationnement d'engins de chantier	Arrêté Préfectoral du 16/04/2008, article 21.1(partiel)	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport d'avancement des travaux de remise en état de la carrière	Arrêté Préfectoral du 16/04/2008, article 30.3 (partiel)	Sans objet
2	Avancement des travaux de remise en état de la carrière	Arrêté Préfectoral du 16/04/2008, article 30.3 (partiel)	Sans objet
5	Registre de refus des déchets	Arrêté Préfectoral du 16/04/2008, article 16.6 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite, deux non-conformités relatives :

- au non respect de la longueur d'un front;
 - à l'absence d'abris aux intempéries de l'aire de ravitaillement en carburant des engins;
- ont été constatées.

Elles ont fait l'objet de demande d'actions correctives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'avancement des travaux de remise en état de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2008, article 30.3 (partiel)
Thème(s) : Autre, Rapport d'avancement des travaux de remise en état de la carrière
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant communique tous les 5 ans à l'inspecteur des installations classées un rapport concernant l'avancement des travaux d'exploitation et de remise en état (plan d'exploitation à jour, planches photographiques, bilan de remise en état,...).
Constats : Sur demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a transmis avant la visite par courriel un rapport faisant le bilan de l'avancement des travaux d'exploitation et de remise en état. Ce rapport présente notamment le bilan des volumes de remblaiement, les types de matériaux pour le remblaiement, les aménagements et travaux de remise en état réalisés en 2025, planches photographiques à l'appui. Le plan d'exploitation a également été présenté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Avancement des travaux de remise en état de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2008, article 30.3 (partiel)
Thème(s) : Autre, Avancement des travaux de remise en état de la carrière
Prescription contrôlée : <u>Article 30.3</u> [...] Les terrains seront rendus à l'usage prévu dans le document d'impact au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'exploitation. <u>Rappel :</u> Le document d'impact (du 3 avril 2007 complété le 6 novembre 2007) ainsi que l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 avril 2008 prévoient que : Les grands principes de cette remise en état sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">• remblaiement des excavations de l'ancienne exploitation "LORANG" sur le site et des zones exploitées par la Société EUROGRANULATS visées par le présent arrêté, par des matériaux et des stériles de production non commercialisables et par des apports externes de déblais et de gravats inertes (...) <u>Article 16.1</u> [...] Les matériaux de remblaiement seront mis en place sur le site de la carrière entre les niveaux 202 et 240 m NGF. [...]
Constats : D'après le plan de phasage d'exploitation (annexe 3 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2008), l'exploitant est à sa dernière phase (phase 3) consistant à la finalisation du remblayage d'une portion de l'ancienne carrière de sable Lorang et la poursuite de l'extraction et la remise en état totale des zones où le sable a été extrait suite à l'arrêté préfectoral du 16 avril 2008 modifié. Cet arrêté prévoit la mise de remblai entre les niveaux (ou côtes) NGF 202 m et 240 m. D'après le plan topographique du 17 octobre 2025 réalisé par le bureau d'études et de topographie ADORIS, sis à Thionville, les relevées topographiques des zones remblayées ou en cours de remblaiement varient approximativement entre les côtes NGF 218 m et 235 m. Les constats visuels par sondage dans la partie nord de la carrière proche de la zone actuelle d'extraction sur site vont dans le sens des conclusions du plan topographique. L'arrêté préfectoral du 16 avril 2008 n'a pas prévu de plan quantitatif avec volume de remblai et un calendrier de remise en état étape par étape au sein d'une même phase. Pour autant, l'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant qu'à la fin de l'autorisation actuelle d'exploiter, c'est à dire le 2 août 2027, la remise en état doit être conforme au plan de réaménagement final du site de l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2008.

<p>Par ailleurs, l'exploitant évoque des difficultés d'obtention de matériaux et de stériles de production non commercialisables et des apports externes de déblais et de gravats inertes pour respecter ses engagements de remise en état au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'exploitation. Il déclare préparer un nouveau dossier de demande de prolongation d'exploitation de la carrière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Remise en état - Fronts d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2008, article 30.2 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Talutage des fronts à l'avancée des travaux d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 30.2 : [...] les fronts d'exploitation seront taillés et divisés en gradins successifs, puis talutés à l'avancée des travaux pour des raisons de sécurité et de stabilité; [...]</p> <p>Article 15 : [...] exploitation d'un front Nord [...] avec constitution de deux gradins de 5 et 13 mètres de hauteur [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le taillage, la division en gradins successifs des fronts ont été constatés, mais ne sont pas complètement achevés au niveau de la zone d'extraction de sables en cours.</p> <p>Un front, côté nord de la zone en exploitation dépasse le 13 mètres d'après le plan topographique du 17 octobre 2025.</p> <p>L'exploitant de la carrière indique que l'extraction de sables gréseux au niveau de ce front est terminée, et que pour des raisons de contraintes d'exploitation et d'accessibilité, il doit d'abord finir l'extraction des sables au voisinage de ce front avant de le remettre complètement en état et respecter les dimensions réglementaires.</p> <p>Il indique pouvoir corriger cet écart dans le prochain plan topographique, dont l'établissement est prévu au premier trimestre 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 15 cités ci-dessus pour le front côté nord.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Aire de ravitaillement ou de stationnement d'engins de chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2008, article 21.1(partiel)
--

Thème(s) : Risques chroniques, Etanchéité, protection de cette aire
--

Prescription contrôlée :

Les opérations d'alimentation en carburant et/ou de stationnement d'engins de chantier s'effectueront sur aire étanche, ceinturée par un caniveau relié à un point bas également étanche permettant la récupération totale des eaux et/ou des liquides résiduels ou accidentellement répandus et à l'abri des intempéries.

[...]

Constats :

Les opérations d'alimentation en carburant sont réalisées sur une aire étanche avec un système d'écoulement et de recueillement des eaux vers un point plus bas. Les eaux écoulées dans la fosse sont traitées par un séparateur d'hydrocarbure.

L'exploitant a transmis par courriel du 25 février 2026, un bon d'intervention n°4509674 (Société Ortec) du 23 février 2026 attestant du pompage et du nettoyage du séparateur d'hydrocarbure sur le site Eurogranulat à Forbach et par la suite du traitement des hydrocarbures en phase liquide et en phase boues.

Cependant l'aire dédiée à l'alimentation en carburant n'est pas à l'abri des intempéries.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
--

Il est demandé à l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires pour mettre cette aire à l'abri des intempéries.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
--

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Registre de refus des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2008, article 16.6 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Registre de refus des déchets

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un registre de refus d'admission où il note toutes les informations disponibles sur la quantité, la nature et la provenance des matériaux qu'il n'a pas admis en précisant les raisons du refus.

[...]

Constats :

La procédure de gestion des déchets inertes entrants (version de janvier 2026) indique (page 13) la liste des déchets qui ne peuvent ni être admis, ni être stockés dans la carrière conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 :

- Les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- Les déchets dont la température est supérieure à 60 % ;
- Les déchets non pelletables ;
- Les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent.
- Les déchets radioactifs
- Les déchets provenant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minières.

Les déchets refusés sont signalés par le responsable de la carrière sur une tablette de travail (BluePad) mise à disposition.

A noter que le guide d'exploitation (document interne) version 2025 constaté sur site décrit les types de déchets à accepter et à refuser. En cas de déchets non admis, le responsable de la carrière n'aura qu'à cliquer la référence du déchet et imprimer la fiche de refus le cas échéant.

Type de suites proposées : Sans suite